ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Fonction publique et par le Secrétaire d'Etat à la Fonction publique, le 4 août 1982, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "réglant l'exercice temporaire d'une fonction supérieure et l'octroi d'une allocation y afférente", a donné le 18 octobre 1982 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 4e augustus 1982 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Openbaar Ambt en door de Staatssecretaris voor Openbaar Ambt verzocht hun van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot regeling van de tijdelijke uitoefening van een hoger ambt en van de toekenning van een daaraan verbonden toelage", heeft de 18e oktober 1982 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS PREALABLES.

1. A s'en tenir à son préambule et aux considérants que contient celui-ci, l'arrêté en projet paraît destiné à n'être appliqué qu'aux agents de l'Etat. Cependant, l'article 14, § 2, lorsqu'il prévoit l'intervention du commissaire du Gouvernement désigné sur proposition du Ministre, n'a de sens que si l'arrêté est aussi destiné à être appliqué aux agents des organismes d'intérêt public des catégories B et C.

Interrogé sur cette contradiction, le fonctionnaire délégué a indiqué qu'il n'entrait pas actuellement dans l'intention du Gouvernement d'étendre le champ d'application de l'arrêté en projet aux agents de ces organismes et qu'en conséquence, l'article 14, § 2, était sans objet.

Il n'en demeure pas moins que l'arrêté royal du 8 janvier 1973 portant statut pécuniaire du personnel de certains organismes d'intérêt public énumère, parmi les arrêtés rendus applicables aux agents des organismes d'intérêt public visés, l'arrêté royal du 22 juillet 1964 réglant l'octroi de l'allocation pour exercice de fonctions supérieures. Ce dernier arrêté est remplacé par l'arrêté en projet, lequel l'abroge expressément en son article 18.

A la différence de l'arrêté royal précité du 22 juillet 1964, l'arrêté en projet ne contient pas seulement des règles presque exclusivement relatives à l'octroi de l'allocation, mais aussi un ensemble de règles, ressortissant au statut administratif, concernant la désignation des agents en vue de l'exercice de fonctions supérieures.

.../...

Pour assurer la cohérence des dispositions, le présent projet devrait être accompagné de deux projets d'arrêté distincts concernant les agents des organismes d'intérêt public mentionnés à l'article ler de l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public :

a) le premier projet d'arrêté complémentaire devrait insérer dans l'article 3, § ler, de l'arrêté royal qui vient d'être cité, une référence aux dispositions de l'arrêté en projet ressortissant au statut administratif, qui concernent la désignation des agents en vue d'une fonction supérieure;

b) le second projet d'arrêté devrait remplacer, à l'article 3, § ler, 5°, de l'arrêté royal du 8 janvier 1973 portant statut pécuniaire du personnel de certains organismes d'intérêt public, les références à l'arrêté royal du 22 juillet 1964 par la référence aux dispositions de l'arrêté en projet qui règlent l'octroi d'une allocation pour exercice de fonctions supérieures.

En outre, il s'imposerait que les deux arrêtés portent, sur le modèle des arrêtés du 8 janvier 1973, des modalités particulières d'application de l'arrêté en projet aux agents des organismes d'intérêt public.

Il va de soi que ces deux arrêtés complémentaires devraient être pris conformément à l'article 11 de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, c'est-à-dire sur proposition du ou des ministres dont relèvent les organismes, et de l'accord du Ministre qui a la fonction publique dans ses attributions.

En outre, en ce qui concerne les dispositions relatives à l'octroi de l'allocation, qui concernent le statut pécuniaire,

.../...

l'accord du Ministre des Finances est également requis.

2. Ainsi qu'on l'a relevé dans l'observation préalable n° 1, le projet contient, en ce qui concerne le statut administratif des agents, un certain nombre de règles nouvelles par rapport à l'arrêté royal du 22 juillet 1964, dont presque toutes les dispositions se rapportent à l'octroi de l'allocation pour l'exercice de fonctions supérieures.

Afin d'assurer une exacte compréhension, ainsi qu'une application correcte et uniforme de ces règles nouvelles, il se recommanderait que l'arrêté en projet soit précédé d'un rapport au Roi.

INTITULE.

Compte tenu de l'observation préalable qui vient d'être faite, l'intitulé serait rédigé de manière à la fois plus simple et plus précise comme suit :

"Arrêté royal relatif à l'exercice d'une fonction supérieure dans les administrations de l'Etat".

PREAMBULE.

L'alinéa 4 vise l'arrêté royal du 20 juillet 1964. Celui ci ne constituant pas le fondement du projet et n'étant pas utile à sa compréhension, l'alinéa 4 peut être omis.

.../...

Sous le bénéfice de l'observation préalable n° 2, les deux considérants pourraient être énoncés plus simplement en un seul, et de la manière suivante :

"Considérant que, pour assurer le bon fonctionnement des administrations de l'Etat, il importe que des agents puissent être chargés d'exercer des fonctions supérieures; qu'il y a cependant lieu de veiller à ce que ces désignations conservent un caractère exceptionnel;".

L'accord du Ministre du Budget doit être mentionné avec sa date, c'est-à-dire le 14 juillet 1982.

DISPOSITIF.

Article 2.

L'alinéa 2 serait mieux à sa place dans un article distinct, ainsi qu'il sera présenté dans le texte complet proposé ci-après (article 4).

Article 3.

Cette disposition est l'une de celles qui contiennent une règle nouvelle et qui, à ce titre, justifieraient un commentaire dans un rapport au Roi.

Article 4.

Il est regrettable qu'à propos de l'alinéa 2 du paragraphe 1er aucune indication ne soit fournie quant à la nature des

raisons qui pourraient justifier une dérogation à l'exigence que l'agent remplisse les conditions statutaires requises pour être nommé au grade correspondant à la fonction supérieure. Il y a là un exemple de plus de la nécessité d'un rapport au Roi.

C'est sous réserve de cette observation qu'un texte est proposé (article 3).

+

En tant qu'il porte à la fois qu'une désignation immédiate peut se faire par le directeur général ou le fonctionnaire dirigeant lorsqu'elle s'impose pour des raisons impératives de continuité de la gestion financière, mais qu'il doit avoir "été satisfait aux conditions fixées ... quant à l'engagement de la procédure de désignation à titre définitif d'un titulaire", le paragraphe 2, alinéa 2, est entaché d'une évidente contradiction interne. En effet, le délai nécessaire à l'engagement de la procédure de désignation à titre définitif ne permettra pas de rendre la désignation "immédiate" ni, par conséquent, de donner un effet utile à la première partie de la règle.

Selon les informations fournies au Conseil d'Etat, l'intention du Gouvernement est de faire prévaloir la désignation immédiate, tout en faisant en sorte que celle-ci ne dispense pas d'un engagement aussi rapide que possible de la procédure de désignation à titre définitif dans l'emploi vacant. Le texte proposé ci-après (article 6, § 4, alinéa 2) s'efforce de satisfaire à cette préoccupation.

+

Article 14.

Ainsi qu'il a été exposé dans l'observation préalable n° 1 il ressort des informations fournies au Conseil d'Etat que le paragraphe 2 est sans objet, l'intention du Gouvernement étant, du moins actuellement, de limiter le champ d'application de l'arrêté en projet aux administrations de l'Etat.

Le texte proposé tient compte de cette intention.

Article 15.

De l'accord du fonctionnaire délégué, cette disposition a été supprimée du texte proposé, car toutes les hypothèses qui appelleraient une revision éventuelle des arrêtés de désignation actuellement pris sont couvertes par les dispositions subséquentes.

Article 16.

Cette disposition, à laquelle correspond l'article 17 du texte proposé, aura pour effet d'entraîner l'abrogation de plein droit d'un grand nombre de désignations à l'exercice d'une fonction supérieure.

Il appartiendra au Gouvernement d'apprécier si cette conséquence radicale ne justifierait pas l'insertion, dans le projet, de dispositions transitoires qui en faciliteraient l'application progressive.

+

.../...

Compte tenu de ces observations et de quelques améliorations de forme qui ne nécessitent aucun commentaire, le texte suivant est proposé pour l'ensemble du dispositif :

"CHAPITRE Ier. De la désignation pour l'exercice d'une fonction supérieure.

Article 1er (article 1er du projet).

Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par fonction supérieure, toute fonction correspondant à l'emploi prévu au cadre définitif ou au cadre temporaire, d' un grade au moins équivalent à celui dont l'agent est revêtu, même à titre de principalat, et auquel est attachée une échelle de traitements plus avantageuse.

Article 2 (article 2, alinéa 1er, du projet).

Le seul fait qu'un emploi est définitivement vacant ou momentanément non occupé par son titulaire ne suffit pas à justifier que cet emploi soit conféré à titre provisoire.

Article 3 (article 4, § 1er, alinéa 2, du projet).

Seul un agent qui remplit les conditions statutaires requises pour être nommé au grade correspondant à la fonction supérieure peut être désigné pour l'exercice de cette fonction.

Il peut être dérogé à l'alinéa 1er par un acte de désignation motivé.

.../...

Article 4 (article 2, alinéa 2, du projet).

Sauf dans le cas prévu à l'article 6, § 4, alinéa 2, une désignation pour l'exercice d'une fonction supérieure en vue de pourvoir à un emploi définitivement vacant ne peut être faite qu'à la condition que la procédure d'attribution définitive de l'emploi soit engagée.

Article 5 (article 3 du projet).

Seul un agent définitif du cadre définitif peut être désigné pour l'exercice d'une fonction supérieure qui relève du cadre temporaire.

Article 6 (article 4 du projet).

§ 1er. Sous réserve de l'article 11 de l'arrêté royal du 13 novembre 1967 tendant à assurer une répartition rationnelle des agents entre les diverses administrations de l'Etat, l'exercice, au sein de chaque ministère, d'une fonction définitivement vacante ou momentanément non occupée par son titulaire, est confié à l'agent jugé le plus apte à faire face aux nécessités immédiates du service ou dont la désignation entraîne le moins d'inconvénients pour la bonne marche du service.

§ 2. La désignation dans un emploi du rang 17 est faite par le Ministre.

§ 3. La désignation dans un emploi du rang 16 est faite par le Ministre, après avis motivé du conseil de direction.

.../...

§ 4. La désignation dans des emplois des rangs 11 à 15 est faite par le Ministre, sur proposition du fonctionnaire qui dirige l'administration ou le service intéressé, après avis motivé du conseil de direction.

Toutefois, lorsque la continuité de la gestion financière l'exige, et par dérogation à l'article 4, la désignation peut être faite par le directeur général ou par le fonctionnaire dirigeant, délégué à cette fin par le Ministre. Celui-ci ratifie la désignation, après avis du conseil de direction émis dans les trois mois. La procédure d'attribution définitive de l'emploi doit, en ce cas, avoir été engagée sans délai.

§ 5. La désignation dans des emplois du rang 10 et des niveaux 2, 3 et 4 est faite par le Ministre ou par son délégué, sur proposition du fonctionnaire qui dirige l'administration ou le service intéressé.

Le Ministre peut prescrire la consultation du conseil de direction.

Article 7 (article 5 du projet).

§ 1er. Il ne peut être pourvu pour plus de six mois à un emploi vacant ou momentanément non occupé, par désignation pour l'exercice d'une fonction supérieure.

§ 2. Si l'emploi n'est pas définitivement vacant, le délai fixé au paragraphe 1er peut être prorogé moyennant l'avis favorable de l'inspecteur des finances.

.../...

La durée de la prorogation est déterminée suivant les nécessités du service.

§ 3. Si l'emploi est définitivement vacant, le délai prévu au paragraphe 1er peut être prorogé moyennant l'avis favorable de l'inspecteur des finances, après que le Ministre ou son délégué a constaté que la procédure d'attribution définitive de l'emploi se déroule normalement.

La durée de la prorogation ne peut excéder six mois.

Si, à l'expiration de la prorogation, l'emploi n'est pas attribué à titre définitif pour des raisons indépendantes de la volonté du Ministre ou de son délégué, le délai peut, de l'accord du Ministre qui a la fonction publique dans ses attributions, être prorogé une seconde fois, par décision motivée, pour une période de six mois au plus.

Article 8 (article 6 du projet).

La désignation d'un agent qui, ultérieurement, fait l'objet d'une autre désignation, est suspendue pour la durée de cette dernière.

Lorsque la seconde désignation prend fin, l'agent est confirmé dans la première, à condition que l'emploi soit demeuré vacant ou momentanément non occupé par son titulaire.

L'emploi auquel se rapportait la désignation suspendue peut donner lieu à une désignation nouvelle, faite conformément au présent arrêté.

.../...

Article 9 (article 7 du projet).

L'agent chargé d'une fonction supérieure exerce toutes les prérogatives attachées à cette fonction.

Toutefois, l'agent désigné dans un emploi du rang 15 ne siège au conseil de direction que de l'accord du Ministre et pour les affaires concernant son administration ou son service; il y a voix consultative.

Article 10 (article 8 du projet).

L'exercice d'une fonction supérieure ne confère aucun titre à une nomination définitive au grade de cette fonction.

Cependant, si l'agent est promu au grade correspondant à l'emploi qu'il a occupé sans interruption et s'il est affecté à cet emploi, il obtient une prise de rang pour l'avancement de traitement et l'avancement de grade à la date depuis laquelle il occupe continûment ledit emploi, sans que cette date puisse remonter au-delà ni de la date à laquelle l'intéressé a rempli toutes les conditions requises par le statut des agents de l'Etat pour être promu au grade de l'emploi auquel il est affecté, ni de la date à laquelle cet emploi s'est trouvé vacant.

CHAPITRE II. De l'octroi d'une allocation pour l'exercice d'une fonction supérieure.

Article 11 (article 9 du projet).

Une allocation est accordée à l'agent qui assume une fonction supérieure à celle du grade dont il est titulaire, que

.../...

l'emploi correspondant à cette fonction soit momentanément non occupé ou qu'il soit définitivement vacant.

Article 12 (article 10 du projet).

Le bénéfice de l'allocation est accordé à l'agent à la condition qu'il ait assumé la fonction supérieure d'une façon ininterrompue pendant une période minimum de nonante jours dans les administrations centrales et de trente jours dans les services extérieurs.

Article 13 (article 11 du projet).

§ 1er. L'allocation est d'abord une allocation de suppléance, puis une allocation d'interim.

Lorsque la condition fixée à l'article 12 est remplie, l'allocation est due à partir du jour où la fonction supérieure a été effectivement exercée.

§ 2. ... (comme au projet).

§ 3. ... (comme au projet, sauf à remplacer le mot "temporairement" par le mot "provisoirement" à l'alinéa 2 et à l'alinéa 4).

§ 4. ... (comme au projet, sauf à écrire, à l'alinéa 3

.../...

"L'allocation est soumise au régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume applicable aux traitements du personnel des ministères").

Article 14 (article 12 du projet).

La période pendant laquelle la désignation est suspendue conformément à l'article 8, alinéa ler, n'est pas prise en considération pour l'octroi de l'allocation d'intérim.

Article 15 (article 13 du projet).

Une copie certifiée conforme de l'acte de désignation ainsi que des avis et accord requis, est produite à l'appui de la liquidation de l'allocation.

Article 16 (article 14 du projet).

Lors du premier paiement de l'allocation, le Service central des dépenses fixes vérifie, pour chaque période de désignation, si les documents visés à l'article 15 sont produits.

Si tel n'est pas le cas, il invite le Ministre à les lui faire parvenir et il suspend le paiement de l'allocation jusqu'à ce que le dossier ait été complété.

CHAPITRE III. Dispositions transitoires et finales.

Article 17 (article 16 du projet).

Sont abrogés, les actes de désignation à l'exercice d'une fonction supérieure, lorsque les agents désignés ne remplis-

sent pas les conditions statutaires requises pour être nommés au grade correspondant à cette fonction.

Article 18 (article 17 du projet).

Les désignations des agents qui remplissent les conditions statutaires requises pour être nommés chacun au grade correspondant à la fonction supérieure, sont confirmées.

La confirmation de la désignation dans un emploi définitivement vacant est subordonnée au respect de la condition fixée par l'article 4 du présent arrêté.

Article 19 (article 18 du projet).

L'arrêté royal du 22 juillet 1964 réglant l'octroi de l'allocation pour exercice de fonctions supérieures, est abrogé.

Article 20 (article 19 du projet).

Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1983.

Article 21 (article 20 du projet).

Nos Ministres et Nos Secrétaires d'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

.../...

Donné à

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Fonction publique,

Le Ministre du Budget,

Le Secrétaire d'Etat à la Fonction publique,".

VOORAFGAANDE OPMERKINGEN.

1. Als men afgaat op de aanhef en op de consideransen daarin, lijkt het ontwerp-besluit alleen van toepassing op het rijkspersoneel bestemd te zijn. Daartegenover staat echter dat artikel 14, § 2, waar het voorziet in de medewerking van de op de voordracht van de Minister aangewezen regeringscommissaris, slechts zin heeft als het besluit ook moet dienen om toegepast te worden op het personeel van de instellingen van openbaar nut van de categorieën B en C.

In verband met die tegenstrijdigheid heeft de gemachtigde ambtenaar desgevraagd gezegd dat het thans niet in de bedoeling van de Regering ligt het toepassingsgebied van het ontwerp-besluit tot het personeel van die instellingen te verruimen en dat artikel 14, § 2, bijgevolg geen onderwerp heeft.

Dat neemt niet weg dat het koninklijk besluit van 8 januari 1973 houdende bezoldigingsregeling van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut onder de besluiten die op het personeel van de bedoelde instellingen van openbaar nut toepasselijk zijn verklaard, ook het besluit van 22 juli 1964 noemt, waarbij de toekenning van de toelage voor de uitoefening van hogere functies wordt geregeld. Dit laatste besluit nu wordt vervangen door het ontwerp-besluit en uitdrukkelijk opgeheven in artikel 18 ervan.

Anders dan het voormelde koninklijk besluit van 22 juli 1964 bevat het ontwerp-besluit niet alleen regels die bijna uitsluitend op toekenning van de toelage betrekking hebben, maar ook een stel tot het administratief statuut behorende regels in verband met de aanstelling van ambtenaren voor het uitoefenen van een hoger ambt.

.../...

Ter wille van de samenhang van de bepalingen zou het onderhavige ontwerp vergezeld moeten gaan van twee afzonderlijke ontwerp-besluiten aangaande het personeel van de instellingen van openbaar nut die vermeld zijn in artikel 1 van het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut :

a) het eerste aanvullende ontwerp-besluit zou in artikel 3, § 1, van het zoëven genoemde koninklijk besluit een verwijzing moeten invoegen naar de bepalingen van het ontwerp-besluit die tot het administratief statuut behoren en betrekking hebben op de aanstelling van personeelsleden voor het uitoefenen van een hoger ambt;

b) het tweede ontwerp-besluit zou in artikel 3, § 1, 5°, van het koninklijk besluit van 8 januari 1973 houdende bezoldigingsregeling van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut de verwijzingen naar het koninklijk besluit van 22 juli 1964 moeten vervangen door verwijzingen naar de bepalingen van het ontworpen besluit die de toekenning van een toelage voor het uitoefenen van een hoger ambt regelen.

Bovendien zouden beide besluiten, naar het voorbeeld van de besluiten van 8 januari 1973, bijzondere regels moeten bevatten voor de toepassing van het ontwerp-besluit op het personeel van de instellingen van openbaar nut.

Het spreekt vanzelf dat die twee aanvullende besluiten zouden moeten worden vastgesteld overeenkomstig artikel 11 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, dit wil zeggen op de voordracht

.../...

van de minister of van de ministers onder wie de instellingen ressorteren, en in overeenstemming met de Minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort.

Voor de bepalingen inzake toekenning van de toelage, die betrekking hebben op de bezoldigingsregeling, is bovendien het akkoord van de Minister van Financiën vereist.

2. Zoals er in de voorafgaande opmerking nr 1 op gewezen is, bevat het ontwerp, wat het administratief statuut van het personeel betreft, een aantal regels die nieuw zijn in vergelijking met het koninklijk besluit van 22 juli 1964, waarvan bijna alle bepalingen betrekking hebben op de toekenning van de toelage voor het uitoefenen van een hoger ambt.

Met het oog op een juist begrip en de correcte en eenvormige toepassing van de nieuwe regels, verdient het aanbeveling het ontwerp-besluit te laten voorafgaan door een verslag aan de Koning.

OPSCHRIFT.

Ingevolge de zoëven gemaakte voorafgaande opmerking zou het opschrift tegelijk eenvoudiger en nauwkeuriger geredigeerd kunnen worden als volgt :

"Koninklijk besluit betreffende de uitoefening van een hoger ambt in de rijksbesturen".

.../...

AANHEF.

Het vierde lid verwijst naar het koninklijk besluit van 20 juli 1964. Dat besluit is geen rechtsgrond voor het ontwerp en is ook niet dienstig voor een goed begrip ervan. Het vierde lid kan dan ook worden weggelaten.

Gelet op de voorafgaande opmerking nr 2 laten de twee consideransen zich, sterk vereenvoudigd, ineenwerken als volgt :

"Overwegende dat het, om de goede werking van de rijksbesturen te verzekeren, van belang is dat ambtenaren kunnen worden belast met het uitoefenen van hogere ambten; dat er evenwel voor gewaakt dient te worden dat zulke aanstellingen uitzonderlijk blijven;".

Het akkoord van de Minister van Begroting moet worden vermeld met de datum ervan, dat is 14 juli 1982.

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 2.

Het tweede lid zou beter op zijn plaats zijn in een afzonderlijk artikel dat er uit zou zien zoals in de tekst die verderop voor het gehele ontwerp wordt voorgesteld (artikel 4).

Artikel 3.

Deze bepaling is één van die welke een nieuwe regel bevatten en als zodanig wel enige commentaar zouden verdienen in een verslag aan de Koning.

.../...

Artikel 4.

Het valt te betreuren dat er in verband met het tweede lid van de eerste paragraaf geen enkele aanwijzing wordt verstrekt wat de aard van de redenen betreft die zouden kunnen verantwoorden dat afgeweken wordt van de eis dat de ambtenaar moet voldoen aan de statutaire vereisten om te worden benoemd tot de graad die met het hoger ambt overeenkomt. Dat bewijst nog eens de noodzaak van een verslag aan de Koning.

Onder voorbehoud van die opmerking wordt hierna een tekst voorgesteld (artikel 3).

+

Het tweede lid van paragraaf 2 vertoont duidelijk een innerlijke tegenstrijdigheid waar het tegelijkertijd bepaalt dat de directeur-generaal of de leidende ambtenaar om dwingende redenen van continuïteit van het financieel beheer onmiddellijk een ambtenaar kunnen aanstellen en dat de "gestelde voorwaarden inzake het inzetten van de procedure tot definitieve aanstelling van een titularis (dienen te) worden nageleefd". De termijn die nodig is voor het inzetten van de procedure tot definitieve aanstelling zal het immers niet mogelijk maken "onmiddellijk" iemand aan te stellen en zal bijgevolg ook verhinderen dat het eerste deel van de regel een nuttige uitwerking krijgt.

Volgens de aan de Raad van State verstrekte informatie wil de Regering onmiddellijke aanstelling doen prevaleren, maar er daarbij ook voor zorgen dat die aanstelling niet ontslaat van de verplichting zo spoedig mogelijk de procedure tot defi-

.../...

nitieve aanstelling in de openstaande betrekking in te zetten. In de verderop voorgestelde tekst (artikel 6, § 4, tweede lid) is gepoogd daaraan tegemoet te komen.

+

Artikel 14.

Zoals in de voorafgaande opmerking is uiteengezet, blijkt uit de aan de Raad van State verstrekte informatie dat paragraaf 2 geen onderwerp heeft, aangezien de Regering, althans momenteel, het toepassingsgebied van het ontwerp-besluit tot de rijksbesturen bedoelt te beperken.

De voorgestelde tekst houdt daarmee rekening.

Artikel 15.

Deze bepaling is, met het goedvinden van de gemachtigde ambtenaar, in de voorgestelde tekst weggelaten omdat al de gevallen waarin een herziening van de thans bestaande aanstellingsbesluiten nodig mocht zijn, door de nakomende bepalingen worden gedekt.

Artikel 16.

Deze bepaling, waarmee in de voorgestelde tekst artikel 17 overeenkomt, zal tot gevolg hebben dat heel wat aanstellingen voor het uitoefenen van een hoger ambt van rechtswege worden opgeheven.

.../...

Het is zaak van de Regering te oordelen of het, gelet op het drastische van die consequentie, niet verantwoord zou zijn in het ontwerp overgangsbepalingen in te voegen die de geleidelijke toepassing ervan zouden vergemakkelijken.

+

Rekening houdend met die opmerkingen en met een aantal vormverbeteringen die geen commentaar behoeven, wordt voor heel het bepalend gedeelte van het ontwerp de volgende tekst voorgesteld :

"HOOFDSTUK I. Aanstelling tot het uitoefenen van een hoger ambt.

Artikel 1 (artikel 1 van het ontwerp).

Voor de toepassing van dit besluit moet onder hoger ambt worden verstaan elk ambt dat overeenstemt met de in de vaste of in de tijdelijke personeelsformatie voorkomende betrekking van een graad die ten minste gelijkwaardig is aan die waarmee de ambtenaar is bekleed, zelfs op grond van het principalaat, en waaraan een voordeliger weddeschaal verbonden is.

Artikel 2 (artikel 2, eerste lid, van het ontwerp).

Het feit alleen dat een betrekking definitief open staat of tijdelijk niet door haar titularis waargenomen wordt, is geen voldoende reden om die betrekking voorlopig te verlenen.

Artikel 3 (artikel 4, § 1, tweede lid, van het ontwerp).

Alleen een ambtenaar die voldoet aan de statutaire vereisten om tot de met het hoger ambt overeenstemmende graad te worden benoemd, kan voor het uitoefenen van dat ambt worden aangesteld.

.../...

Van het eerste lid kan worden afgeweken bij een met redenen omklede aanstellingsakte.

Artikel 4 (artikel 2, tweede lid, van het ontwerp).

Behoudens in het bij artikel 6, § 4, tweede lid, bepaalde geval kan een aanstelling voor het uitoefenen van een hoger ambt om te voorzien in een definitief openstaande betrekking slechts geschieden op voorwaarde dat de procedure tot definitieve toekenning van die betrekking wordt ingezet.

Artikel 5 (artikel 3 van het ontwerp).

Alleen een vastbenoemd ambtenaar van de vaste personeelsformatie kan worden aangesteld voor het uitoefenen van een hoger ambt dat tot de tijdelijke personeelsformatie behoort.

Artikel 6 (artikel 4 van het ontwerp).

§ 1. Onder voorbehoud van het bepaalde in artikel 11 van het koninklijk besluit van 13 november 1967 strekkende tot rationele spreiding van het personeel over de verscheidene rijksbesturen, wordt in elk ministerie de uitoefening van een ambt dat definitief open staat of tijdelijk niet door de titularis waargenomen wordt, toevertrouwd aan de ambtenaar die het meest geschikt bevonden wordt om in de onmiddellijke behoeften van de dienst te voorzien of wiens aanstelling het minste bezwaar voor de goede gang van de dienst met zich brengt.

§ 2. Aanstelling in een betrekking van rang 17 geschiedt door de Minister.

.../...

§ 3. Aanstelling in een betrekking van rang 16 geschiedt door de Minister nadat de directieraad eenmet redenen omkleed advies heeft uitgebracht.

§ 4. Aanstelling in betrekkingen van de rangen 11 tot 15 geschiedt door de Minister, op voorstel van de ambtenaar die het betrokken bestuur of de betrokken dienst leidt, nadat de directieraad een met redenen omkleed advies heeft uitgebracht.

Wanneer de continuïteit van het financieel beheer het vereist kan de aanstelling echter, in afwijking van artikel 4, geschieden door de directeur-generaal of door de leidend ambtenaar, daartoe door de Minister gemachtigd. Deze bekrachtigt de aanstelling nadat de directieraad binnen drie maanden zijn advies heeft gegeven. De procedure tot definitieve toekenning van de betrekking dient in dat geval onverwijld te zijn ingezet.

§ 5. Aanstelling in betrekkingen van rang 10 en van de niveaus 2, 3 en 4 geschiedt door de Minister of zijn gemachtigde, op voorstel van de ambtenaar die het betrokken bestuur of de betrokken dienst leidt.

De Minister kan raadpleging van de directieraad voorschrijven.

Artikel 7 (artikel 5 van het ontwerp).

§ 1. Er kan in een openstaande of in een tijdelijk niet waargenomen betrekking niet voor langer dan zes maanden worden voorzien door aanstelling voor het uitoefenen van een hoger ambt.

.../...

§ 2. Indien de betrekking niet definitief open staat kan de in paragraaf 1 bepaalde termijn worden verlengd mits de inspecteur van financiën een gunstig advies heeft gegeven.

De duur van de verlenging wordt bepaald volgens de behoeften van de dienst.

§ 3. Indien de betrekking definitief open staat kan de in paragraaf 1 bepaalde termijn op gunstig advies van de inspecteur van financiën worden verlengd nadat de Minister of zijn gemachtigde vastgesteld heeft dat de procedure tot definitieve toekenning van de betrekking normaal verloopt.

De duur van de verlenging mag zes maanden niet overschrijden.

Indien de betrekking, om redenen buiten de wil van de Minister of zijn gemachtigde, na het verstrijken van de verlenging niet in vast verband wordt verleend, kan de termijn bij een met redenen omklede beslissing een tweede maal voor een periode van ten hoogste zes maanden verlengd worden met het akkoord van de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort.

Artikel 8 (artikel 6 van het ontwerp).

De aanstelling van een ambtenaar die naderhand een andere aanstelling krijgt, wordt voor de duur van deze laatste geschorst.

.../...

Wanneer de tweede aanstelling ten einde komt, wordt de ambtenaar in de eerste aanstelling bevestigd op voorwaarde dat de betrekking nog altijd open staat of tijdelijk niet door de titularis wordt waargenomen.

De betrekking waarop de geschorste aanstelling sloeg, kan aanleiding geven tot een nieuwe aanstelling, die geschiedt overeenkomstig dit besluit.

Artikel 9 (artikel 7 van het ontwerp).

Een ambtenaar die met een hoger ambt is belast oefent alle aan dat ambt verbonden prerogatieven uit.

Een ambtenaar die aangesteld is in een betrekking van rang 15 heeft echter in de directieraad alleen zitting met het akkoord van de Minister en voor de aangelegenheden in verband met zijn bestuur of zijn dienst; hij heeft er raadgevende stem.

Artikel 10 (artikel 8 van het ontwerp).

Uitoefening van een hoger ambt verleent geen aanspraak op vaste benoeming in de graad van dat ambt.

Indien een ambtenaar evenwel wordt bevorderd tot de graad die overeenstemt met de betrekking welke hij zonder onderbreking heeft waargenomen en indien hij voor deze betrekking wordt aangewezen, neemt hij voor de bevordering tot een hogere wedde en tot een hogere graad rang in op de datum vanaf welke hij die betrekking ononderbroken waarneemt, zonder dat die datum mag teruggaan tot vóór de datum waarop de belanghebbende alle vereisten heeft vervuld welke het statuut van het rijkspersoneel stelt om bevorderd te worden tot de graad van de betrek-

.../...

king waarvoor hij is aangewezen, noch tot vóór de datum waarop die betrekking vacant is geworden.

HOOFDSTUK II. Toekenning van een toelage voor het uitoefenen van een hoger ambt.

Artikel 11 (artikel 9 van het ontwerp).

Een toelage wordt toegekend aan de ambtenaar die een hoger ambt uitoefent dan dat van de graad waarmee hij bekleed is, ongeacht of de betrekking die met dat ambt overeenstemt tijdelijk niet waargenomen wordt of definitief open staat.

Artikel 12 (artikel 10 van het ontwerp).

De toelage wordt aan de ambtenaar verleend voor zover hij het hoger ambt ononderbroken uitgeoefend heeft gedurende ten minste negentig dagen in de hoofdbesturen en dertig dagen in de buitendiensten.

Artikel 13 (artikel 11 van het ontwerp).

§ 1. De toelage is eerst een plaatsvervangingstoelage, nadien een waarnemingstoelage.

Wanneer aan de in artikel 12 gestelde voorwaarde is voldaan, is de toelage verschuldigd vanaf de dag waarop het hoger ambt werkelijk uitgeoefend werd.

§ 2. ... (zoals in het ontwerp).

.../...

§ 3. ... (zoals in het ontwerp, met dien verstande dat in het tweede lid "de bezoldiging" in plaats van "die bezoldiging" wordt gelezen en, in het tweede en het vierde lid, het woord "tijdelijk" vervangen wordt door "voorlopig".

§ 4. ... (zoals in het ontwerp, behoudens dat in het derde lid geschreven zou moeten worden :

"De toelage valt onder de regeling die inzake koppeling aan het nationaal indexcijfer van de consumptieprijzen toepasselijk is op de wedden van het personeel van de ministeries.").

Artikel 14 (artikel 12 van het ontwerp).

De periode gedurende welke de aanstelling overeenkomstig artikel 8, eerste lid, geschorst is, komt niet in aanmerking voor toekenning van de waarnemingstoelage.

Artikel 15 (artikel 13 van het ontwerp).

Een voor eensluidend verklaard afschrift van de aanstellingsakte alsook van de vereiste adviezen en akkoorden, wordt overgelegd tot staving van de vereffening van de toelage.

Artikel 16 (artikel 14 van het ontwerp).

Bij de eerste betaling van de toelage vergewist de Centrale Dienst voor de vaste uitgaven zich ervan dat voor iedere aanstellingsperiode de in artikel 15 bedoelde documenten zijn voorgelegd.

.../...

Indien dat niet het geval is, verzoekt hij de Minister ze hem te bezorgen en houdt hij de uitbetaling van de toelage in totdat het dossier is aangevuld.

HOOFDSTUK III. Overgangs- en slotbepalingen.

Artikel 17 (artikel 16 van het ontwerp).

De akten van aanstelling voor het uitoefenen van een hoger ambt worden opgeheven indien de aangestelde ambtenaren niet voldoen aan de vereiste statutaire voorwaarden om benoemd te worden tot de graad die met dat ambt overeenstemt.

Artikel 18 (artikel 17 van het ontwerp).

De aanstellingen van ambtenaren die voldoen aan de vereiste statutaire voorwaarden om benoemd te worden tot de graad die met het hogere ambt overeenstemt, worden bekrachtigd.

De bekrachtiging van de aanstelling in een definitief openstaande betrekking is afhankelijk van de naleving van de bij artikel 4 van dit besluit gestelde voorwaarde.

Artikel 19 (artikel 18 van het ontwerp).

Opgeheven wordt het koninklijk besluit van 22 juli 1964 waarbij de toekenning van de toelage voor de uitoefening van hogere functies wordt geregeld.

.../...

Artikel 20 (artikel 19 van het ontwerp).

Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1983.

Artikel 21 (artikel 20 van het ontwerp).

Onze Ministers en Onze Staatssecretarissen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Openbaar Ambt,

De Minister van Begroting,

De Staatssecretaris voor Openbaar Ambt,".

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

Ch. HUBERLANT, conseillers d'Etat,
P. FINCOEUR, staatsraden,

C. DESCHAMPS, assesseurs de la section de législation,

L. MATRAY, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : M. VAN GERREWEY, greffier assumé,
Mevrouw : toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par Mme J.-M. DAGNELIE, auditeur adjoint.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. J.-M. DAGNELIE, adjunct-griffier.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. VAN GERREWEY. P. TAPIE.